

Article

« Un aperçu féminin sur la restructuration de l'emploi et sur la gentrification : le cas de Montréal »

Damaris Rose

Cahiers de géographie du Québec, vol. 31, n° 83, 1987, p. 205-224.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021876ar>

DOI: 10.7202/021876ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

UN APERÇU FÉMINISTE SUR LA RESTRUCTURATION DE L'EMPLOI ET SUR LA GENTRIFICATION : LE CAS DE MONTRÉAL

par

Damaris ROSE

*INRS — Urbanisation,
3465 rue Durocher, Montréal, H2X 2C6*

RÉSUMÉ

Dans le débat sur les causes de la gentrification, la géographie urbaine d'inspiration marxiste a récemment commencé à analyser les liens entre les transformations économiques globales et la production d'une « nouvelle classe moyenne » dans les quartiers centraux des grandes métropoles. Cependant, cette approche continue de reléguer au second plan la composante sexuelle de la restructuration de la force de travail. Nous tentons de montrer que les rapports de sexe sont un facteur constitutif des nouvelles fractions et des « nouveaux modes d'habiter » observés dans les quartiers en voie de gentrification. Pour mieux saisir ces transformations, il importe d'analyser de manière plus approfondie les pratiques de reproduction des ménages. Nous illustrons nos constatations à l'aide de données du recensement sur l'insertion des professionnels et des professionnelles des quartiers centraux dans les secteurs de l'économie montréalaise en 1971 et en 1981, et sur la composition des ménages dans lesquels ils et elles vivent. Il appert que les gentrifications se scindent en fractions distinctes au lieu de constituer un groupe dont le comportement et le mode d'appropriation de l'espace sont homogènes.

MOTS-CLÉS: *Géographie marxiste et urbaine, géographie féministe, femmes, restructuration de l'emploi, « nouvelle classe moyenne », division sexuelle du travail, reproduction, gentrification, Montréal.*

ABSTRACT

Employment Restructuring and Gentrification : a Feminist Perspective, with Reference to Montréal

In the debate on the causes of gentrification, the urban political economic literature has begun to examine the relationships between wider economic transformations and the production of a « new middle class » in the heart of major cities. Yet this approach continues to relegate the gender component in labour force restructuring to secondary conceptual status. We argue that gender relations are constitutive in the emergence of new labour force fractions and new ways of living in inner-city neighbourhoods. To better understand such transformations, we need more profound analyses of reproduction at the household level. We illustrate these arguments with reference to 1971 and 1981 census data on professionals, disaggregated by economic sector and sex, and resident in three inner-city neighbourhoods in Montréal ; and on the structure of the households they live in. It would seem that, far from their comprising a homogeneous group with respect to selection and use of habitat, distinct fractions exist among gentrifiers.

KEY WORDS: Urban political economy, feminist geography, women, employment restructuring, « new middle class », sexual division of labour, reproduction, gentrification, Montréal.

*
* *
*

Dans le débat sur les causes de la gentrification¹ des quartiers anciens, la géographie urbaine de langue anglaise s'est plus ou moins enlisée, durant un certain nombre d'années, dans des discussions stériles sur le poids relatif de la « consommation » et de la « production ». Les premiers travaux sur le phénomène du « retour en ville », américains pour la plupart, se situaient nettement dans l'optique néo-classique de l'économie foncière urbaine. Mettant l'accent sur les « styles de vie », leurs auteurs ont voulu montrer comment leur évolution entraînait la restructuration des patterns spatiaux de demande, modifiant l'attrait relatif de la ville centrale et de la banlieue et provoquant ainsi un mouvement de réinvestissement dans les quartiers centraux (cf. Alonso, 1982; Laska et Spain, 1980).

Loin d'adhérer à la notion de « souveraineté du consommateur » qui sous-tendait cette approche, dans la foulée des recherches menées par David Harvey sur la situation du marché foncier à Baltimore au début des années 1970, les auteurs d'inspiration marxiste se sont employés à illustrer le rôle premier, dans le processus étudié, des forces économiques qui façonnent la production et l'évolution des valeurs foncières. Ces forces, ont-ils fait valoir, engendrent de longs cycles d'investissement-désinvestissement dans le cadre bâti qui déterminent les conditions de l'offre de logement « gentrifiables », alors que les conditions de l'offre, à leur tour, structurent la demande (Smith, 1982).

L'insatisfaction suscitée par ces positions a mené des auteurs de toutes tendances à rechercher des explications plus compréhensives, qui feraient apparaître l'articulation entre production et consommation. On s'est alors tourné vers la notion de « ville post-industrielle » ou « informationnelle ». Ce concept de nature descriptive était censé évoquer de façon plus large l'évolution économique de nos sociétés, en particulier la spécialisation accrue des grandes villes dans une gamme d'activités tertiaires « avancées » (Cossette, 1982, p. 71-89; Simmie, 1983). On expliquait par cette évolution la production d'un nouveau lieu de consommation, le paysage urbain gentrifié.

Cette approche a engendré une variante marxiste, fondée sur l'analyse des liens entre les processus plus globaux de restructuration économique (nouvelles divisions spatiales du travail), les modes d'investissement du capital dans la ville centrale et la production d'une fraction de gentrificateurs à l'intérieur de la « nouvelle classe moyenne » (Williams, 1966). Les auteurs qui explorent cette avenue tentent explicitement de dépasser la dichotomie production-consommation en mettant en évidence la production de groupes sociaux susceptibles de devenir des agents de transformation du tissu urbain, même si ce tissu reste structuré par des forces économiques plus globales qui sont extérieures à ces groupes. On peut sans doute voir une certaine filiation entre cette démarche et la variante « humaniste » (axée sur le mouvement de réforme urbaine déclenché par la nouvelle classe moyenne) de la thèse de la ville postindustrielle (Ley, 1981).

Sans écarter le débat entre néo-classiques et marxistes, quelques auteures ont tenu à présenter la gentrification dans une optique féministe, faisant valoir, par exemple, qu'elle provoque un déplacement résidentiel des couches populaires qui n'est pas neutre sur le plan du sexe. On a montré, en particulier, que les familles dont le chef est une femme (qui tendent à être parmi les plus pauvres) sont souvent celles qui sont les plus frappées par la gentrification, tout en étant également celles qui sont les plus tributaires des avantages que les quartiers centraux peuvent offrir : logements bon marché, bassin d'emplois et réseaux de sociabilité et de services communautaires (Holcomb, 1984). Parallèlement, rappelons que depuis les débuts des processus de suburbanisation, la structure urbaine est le lieu d'inscription d'une ségrégation spatiale entre le travail rémunéré — sphère de la production — et le travail domestique — sphère de la consommation et de la reproduction de la force de travail (Larsen et Topsoe-Jensen, 1984 ; Mackenzie et Rose, 1983 ; Markusen, 1981). Dans ce contexte, pour bon nombre de femmes de la classe moyenne qui cumulent à la fois carrière et responsabilités familiales, la gentrification peut apparaître comme une stratégie pour réduire les contraintes d'« espace-temps » inhérentes aux structures urbaines actuelles. En même temps, les quartiers centraux leur offrent un environnement plus accueillant que la banlieue à faible densité conçue pour la famille nucléaire classique (Rose, 1984 ; Rose et Villeneuve, 1987 ; Wekerle, 1984).

Il est intéressant de souligner que ce sont surtout des auteures canadiennes qui ont fait ressortir ce dernier point, sans doute parce que les villes centrales canadiennes sont perçues comme des endroits plus propices à l'éducation des enfants que les villes centrales américaines (Goldberg et Mercer, 1986, p. 154-166). Le caractère plus « familial » des quartiers centraux des villes canadiennes n'est peut-être pas étranger à la tradition ancienne et toujours vivante de participation des femmes aux mouvements de réforme urbaine, qui dans les villes canadiennes, militent pour l'obtention de services communautaires et d'équipements collectifs (Andrew et Moore-Milroy, 1987).

Cette nouvelle pensée féministe rejette la notion néo-classique de souveraineté du consommateur, mais appuie et étaye conceptuellement une position néo-classique (cf. Alonso, 1982) selon laquelle l'étude de la gentrification ne peut faire abstraction de l'évolution démographique, de la participation accrue des femmes au marché du travail et de ses effets sur la structure des ménages et sur le cumul des rôles. Les auteures féministes trouvent artificielle la séparation analytique entre production et consommation chère aux théories urbaines néo-classique et néo-marxiste, et prônent l'étude de leur rapport dynamique. L'analyse de la reproduction² des êtres humains et de la vie sociale doit ainsi devenir une préoccupation centrale de la géographie urbaine (Andrew et Moore-Milroy, 1987 ; Mackenzie, 1987 ; Women and Geography Study Group of the IBG, 1984, p. 43-66). Il faut donc relier l'évolution de la situation des femmes sur le marché du travail aux spirales de la restructuration économique (selon le terme employé par Massey, 1984, *passim*), telles qu'elles sont médiatisées par la structure de l'emploi propre à chaque collectivité. Cependant, on ne doit pas subsumer l'évolution de la situation des femmes à la logique globale de la restructuration économique. Les auteurs marxistes continuent de reléguer à un rang inférieur la composante sexuelle de la restructuration de la force de travail (cf. Williams et Smith, 1986, p. 208). Ils occultent ainsi le rapport dynamique entre l'insertion professionnelle des femmes, leur situation familiale et les pratiques de consommation des ménages dans lesquels elles vivent (Walby, 1985).

Dans les pages qui suivent, nous montrerons que les rapports de sexe peuvent être un facteur constitutif des nouvelles fractions de la force de travail et peuvent contribuer à faire de certaines de ces fractions des gentrificateurs, en fonction des caractéristiques

du tertiaire avancé de la ville où se déroule le processus de gentrification. En premier lieu, nous nous intéresserons aux professionnels vivant dans les quartiers centraux de Montréal: nous analyserons la recomposition de cette force de travail durant les années 1970, en montrant que certains éléments clés de cette restructuration ne peuvent être éclairés que par une différenciation selon le sexe tout autant que selon la branche d'activité économique. Nous verrons qu'une partie de ces éléments clés illustre la spécificité du contexte canadien par rapport au contexte américain. En second lieu, dans une approche plus théorique, nous décrirons les rapports entre l'évolution de la division sexuelle du travail, la restructuration professionnelle et l'évolution de la structure des ménages chez les professionnels. Il nous apparaît que les gentrificateurs se scindent en fractions distinctes, voire divergentes, au lieu de constituer un groupe dont le comportement et le mode d'appropriation de l'espace sont homogènes.

HIÉRARCHISATION DES GRANDES VILLES CANADIENNES ET DIVISION SEXUELLE DE L'EMPLOI PROFESSIONNEL

Certains auteurs d'inspiration marxiste ont entrepris d'étudier comment, à l'intérieur des frontières nationales et à l'échelle du monde, les transformations de l'économie, des rapports de pouvoir et des structures décisionnelles s'accompagnent d'une nouvelle « hiérarchisation fonctionnelle » des villes (Cohen, 1981 ; Lipietz, 1986 ; Pred, 1978). Par la suite, les auteurs qui abordent la gentrification sous l'angle de l'économie politique ont essayé de préciser l'image des nouvelles fractions de cadres et de professionnels qui prolifèrent dans les villes « mondiales » et « régionales » (Fainstein et Fainstein, 1982 ; Williams et Smith, 1986). Les grands changements structurels sont ainsi mis en rapport avec la gentrification et la réhabilitation des quartiers centraux, à la faveur d'un examen des processus de transformation du cadre bâti.

Ces travaux axés sur les phénomènes de restructuration et de gentrification ont surtout porté sur des villes mondiales telles Londres et New York, où la structure professionnelle, très fortement polarisée, constitue un élément important de la problématique (cf. Greater London Council, 1986, p. 45-63 ; Sassen-Koob, 1984). Au plan analytique, il n'est donc guère étonnant que l'on ait mis en valeur le rôle de la ville centrale en tant qu'organe de contrôle corporatif et, simultanément, en tant que lieu de consommation ostentatoire (Beauregard, 1986) favorable à la reproduction des nouvelles fractions de cadres et professionnels supérieurs liées aux structures décisionnelles des grandes corporations. Les gentrificateurs se recrutent largement au sein de ces fractions, dont la position structurelle produit un puissant effet de polarisation qui les sépare des couches populaires. La reproduction de la nouvelle classe moyenne reposerait également sur des fractions réduites à une « nouvelle servitude » (selon l'expression utilisée par Castells durant une conférence publique à Montréal, en novembre 1986) ; ces couches sociales, employées par exemple dans les commerces de luxe où s'approvisionnent les nouveaux professionnels, sont justement les victimes de la gentrification, les « déportés ». Elles comprennent une forte proportion de femmes à revenus très faibles.

Cette approche représente un progrès important sur le plan théorique. Cependant, dans le cas du Canada, on doit se méfier de ces portraits des nouvelles couches sociales et des gentrificateurs, car ils sont brossés à partir de généralisations empiriques (selon le terme employé par Sayer, 1984, p. 217-219) basées sur la notion

de ville mondiale à caractère « corporatif ». Or, au Canada, si l'on excepte peut-être Toronto, il n'existe pas de ville mondiale. De plus, comme nous le verrons pour le cas de Montréal, même la notion de ville régionale doit être nuancée, dans la mesure où elle reste fortement associée aux centres de contrôle du secteur privé et ne tient pas compte du poids du secteur public.

Dans notre tentative de conceptualisation des spécificités de la gentrification et de la restructuration de la force de travail dans les villes canadiennes, nous pourrions mettre à profit, comme point de départ, les travaux des sociologues Black et Myles (1986). Ces auteurs présentent sous un nouveau jour l'influence de « l'industrialisation dépendante » du Canada sur la structure de classe. Ils comparent la division professionnelle du travail, en particulier la structure d'autorité et d'encadrement, dans les secteurs primaire et secondaire (où les multinationales américaines donnent le ton), dans le secteur des services privés (dominé par des capitaux indigènes de moyenne importance) et dans le secteur étatique. De façon générale, il appert que la bipolarité de la structure professionnelle est plus marquée dans les secteurs dominés par les corporations américaines, où les cols blancs supérieurs sont en outre plus susceptibles de faire partie des structures de pouvoir décisionnel ou d'être polarisés vers le patronat. Dans les autres secteurs, et surtout dans le secteur étatique, les échelons supérieurs de la classe moyenne sont plus autonomes et occupent des positions plus « neutres » dans le procès de travail. Il n'est pas impossible que ces différences intersectorielles influent, au niveau des quartiers où habitent les nouvelles couches, sur les pratiques culturelles et même politiques de celles-ci.

Ce sont les conclusions de Black et Myles sur la position des professionnels (dont le pouvoir découle de leur savoir-faire) plutôt que sur les cadres de direction (numériquement beaucoup plus faibles, bien que nantis d'un pouvoir décisionnel plus grand) qui nous intéressent ici, car c'est aux professionnels que l'on associe le plus nettement la gentrification dans la littérature³.

À partir du raisonnement de ces auteurs, on pourrait établir un deuxième postulat. Il se peut que les professionnels associés aux grandes entreprises aient un avenir plus prometteur sur le plan de la carrière et celui des revenus, que ceux des secteurs public et parapublic. Depuis la fin des années 1970, la récession ainsi que le climat économique et idéologique entretenu par le néo-conservatisme (cf. Rocher, 1984) limitent les perspectives d'avenir d'un nombre important de jeunes professionnels du secteur public (Morgan, 1985) et marginalisent beaucoup de professionnels qui travaillent dans d'autres secteurs fortement tributaires du financement étatique (organismes communautaires, arts et culture, etc.).

De même, les gains importants mais fragiles réalisés par les Canadiennes et les Québécoises sur le plan de la carrière et celui de la reconnaissance de leurs besoins par les syndicats (Maroney, 1983), risquent d'être gravement compromis par les restrictions budgétaires qui frappent les secteurs public et parapublic. Les professionnelles sont en effet plus jeunes, et ont donc moins d'ancienneté, que leurs confrères; elles sont aussi fortement concentrées dans des secteurs menacés de décroissance après avoir connu, au cours des années 1970, une expansion spectaculaire: l'éducation, la santé et les services sociaux (vieux « ghettos féminins »). Elles ont, enfin, vu augmenter considérablement leur représentation dans la fonction publique (Armstrong, 1984; Rose et Villeneuve, 1985). On est donc en droit de s'attendre à ce qu'elles soient assez « marginales » si l'on considère les revenus d'emploi, les perspectives de carrière et la sécurité d'emploi (même si elles réussissent à faire carrière en dépit de leurs charges familiales).

Dans l'ensemble, ces constatations — qu'il faudrait étayer et nuancer par des recherches plus approfondies — laissent apparaître, à l'intérieur de la « nouvelle classe moyenne », de nouvelles différenciations qui sont fonction du secteur économique où travaillent les fractions concernées, ainsi que de l'âge auquel elles sont entrées sur le marché du travail (eu égard au début de la récession). Les rapports de sexe sont liés à ces deux éléments sans être réductibles à aucun d'eux.

Ces observations alimentent aussi une hypothèse quant au visage différent que présentent les gentrificateurs dans deux villes canadiennes qui ont connu une restructuration différente de leur économie et de leur force de travail : Toronto et Montréal. Au cours des années 1970, Montréal a perdu au profit de Toronto un bon nombre de sièges sociaux dans les domaines de la finance et de la fabrication (Semple et Green, 1983). Durant la même période, Montréal a développé sa vocation de centre régional de services aux entreprises ; mais, au plan de l'emploi, c'est surtout sa spécialisation dans l'éducation, les services de santé et les services sociaux qui caractérise son tertiaire avancé (Lamonde et Polèse, 1984). Comme les emplois professionnels sont beaucoup moins féminisés dans le tertiaire privé que dans le tertiaire public et parapublic (Armstrong, 1984), on pourrait imaginer que la spécialisation sectorielle différente des deux villes se reflète dans la composition sexuelle des professionnels qui y vivent et dans leurs pratiques de consommation.

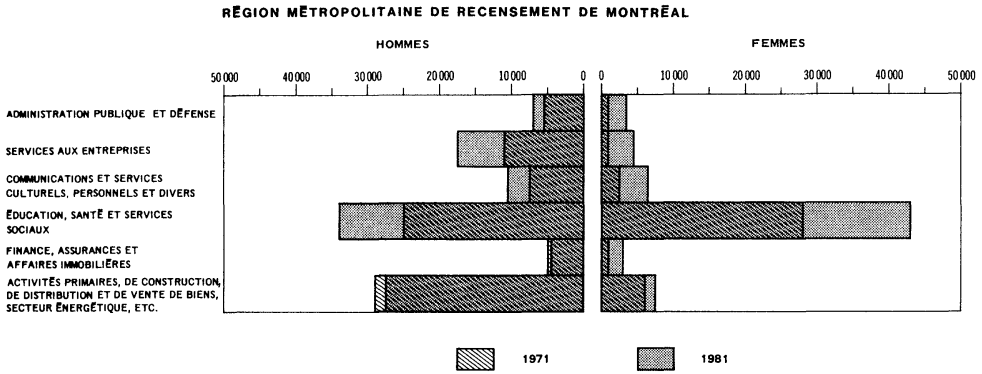
De plus, à Montréal, la gentrification se déroule dans un marché immobilier moins fébrile et dans un parc résidentiel très différent de celui que l'on trouve à Toronto (cf. Howell, 1987). Le parc de logements de Toronto est constitué surtout de maisons unifamiliales tandis que celui de Montréal l'est majoritairement de logements locatifs, situés dans des immeubles à étages de deux à cinq et même six logements appelés « plex ». Par rapport à ceux de Toronto, il est probable que les gentrificateurs des quartiers centraux (autrefois populaires) de Montréal présentent un profil plus déversifié quant aux professions, aux revenus, aux types de ménages (il y aurait moins de couples à double revenu, plus de ménages à chef féminin) et aux modes d'occupation du logement (il y aurait plus de locataires et de copropriétés indivises).

Nous ne disposons pas de données sur Toronto qui permettraient de mener une analyse comparative de la division sexuelle et sectorielle de la « nouvelle classe moyenne » des deux villes. Toutefois, la recomposition de l'emploi professionnel montréalais en fonction du secteur économique et du sexe entre 1971 et 1981, nous permet d'illustrer, pour cette ville, le lien entre la spécificité de la structure sectorielle, le poids de l'emploi professionnel féminin et le visage de la gentrification.

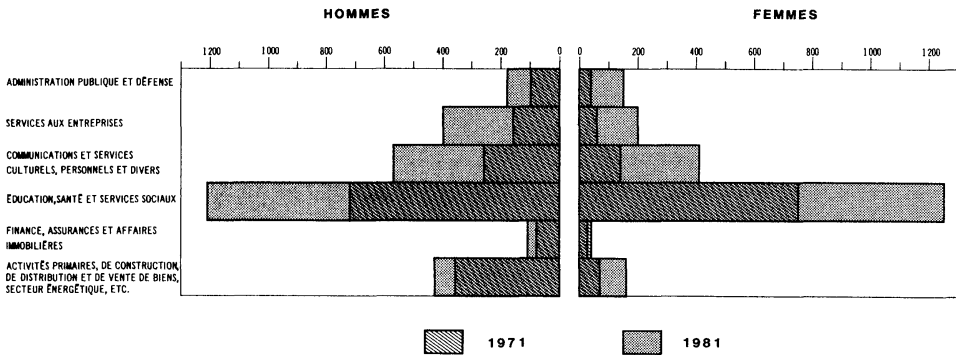
Dans la région métropolitaine de recensement (RMR), le nombre d'emplois professionnels a augmenté de 40,8%⁴. Mais la progression a été beaucoup moindre dans les secteurs reliés à la production et à la distribution des biens (9,9%), de même que dans la finance, les assurances et l'immobilier (16,2%)⁵ (figure 1). En fait, le nombre d'emplois professionnels occupés par des hommes dans ces domaines a diminué en chiffres absolus au cours de la période, sans doute à cause de la migration vers Toronto de certains sièges sociaux. Dans ces secteurs, la croissance des effectifs professionnels est donc entièrement due à l'augmentation de l'emploi féminin, et il se peut fort bien que les emplois en cause soient de rang inférieur et ne soient pas reliés aux fonctions décisionnelles. Par contraste, on note une forte augmentation absolue et relative de l'emploi professionnel dans les secteurs de la culture et des communications, dans les services aux entreprises et dans l'administration publique. Parallèlement, l'éducation, la santé et les services sociaux conservent un poids relatif important, grâce à une forte progression du nombre de postes professionnels occupés par des femmes.

Figure 1

**RÉPARTITION DES PROFESSIONNELLS
PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE ET PAR SEXE, 1971 ET 1981**



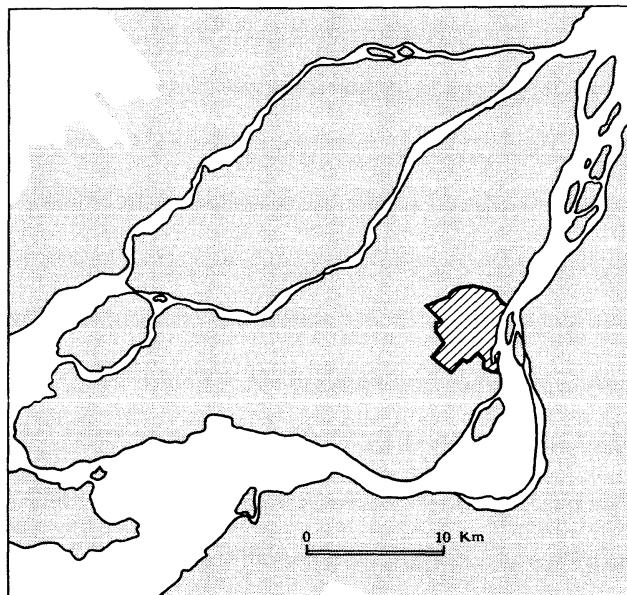
TROIS QUARTIERS CENTRAUX EN TRANSITION





RÉPARTITION PROCENTUELLE DES PROFESSIONNELS PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE ET PAR SEXE, 1971 ET 1981

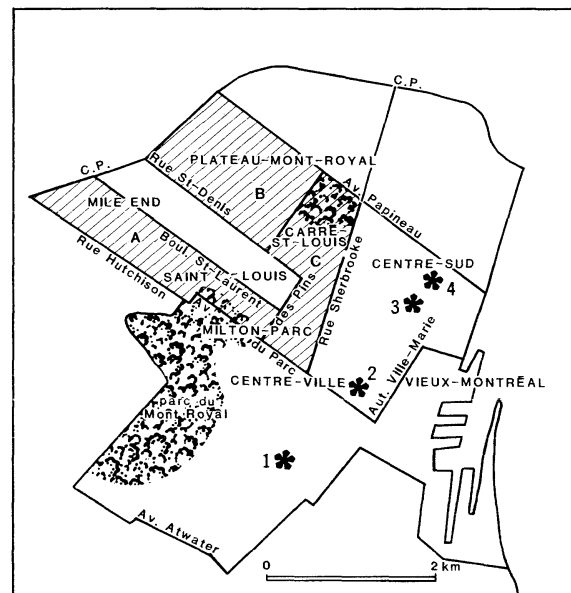
Figure 2


RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT
DE MONTRÉAL



 Région métropolitaine de recensement 1981
 Aire d'étude

TROIS QUARTIERS CENTRAUX EN TRANSITION

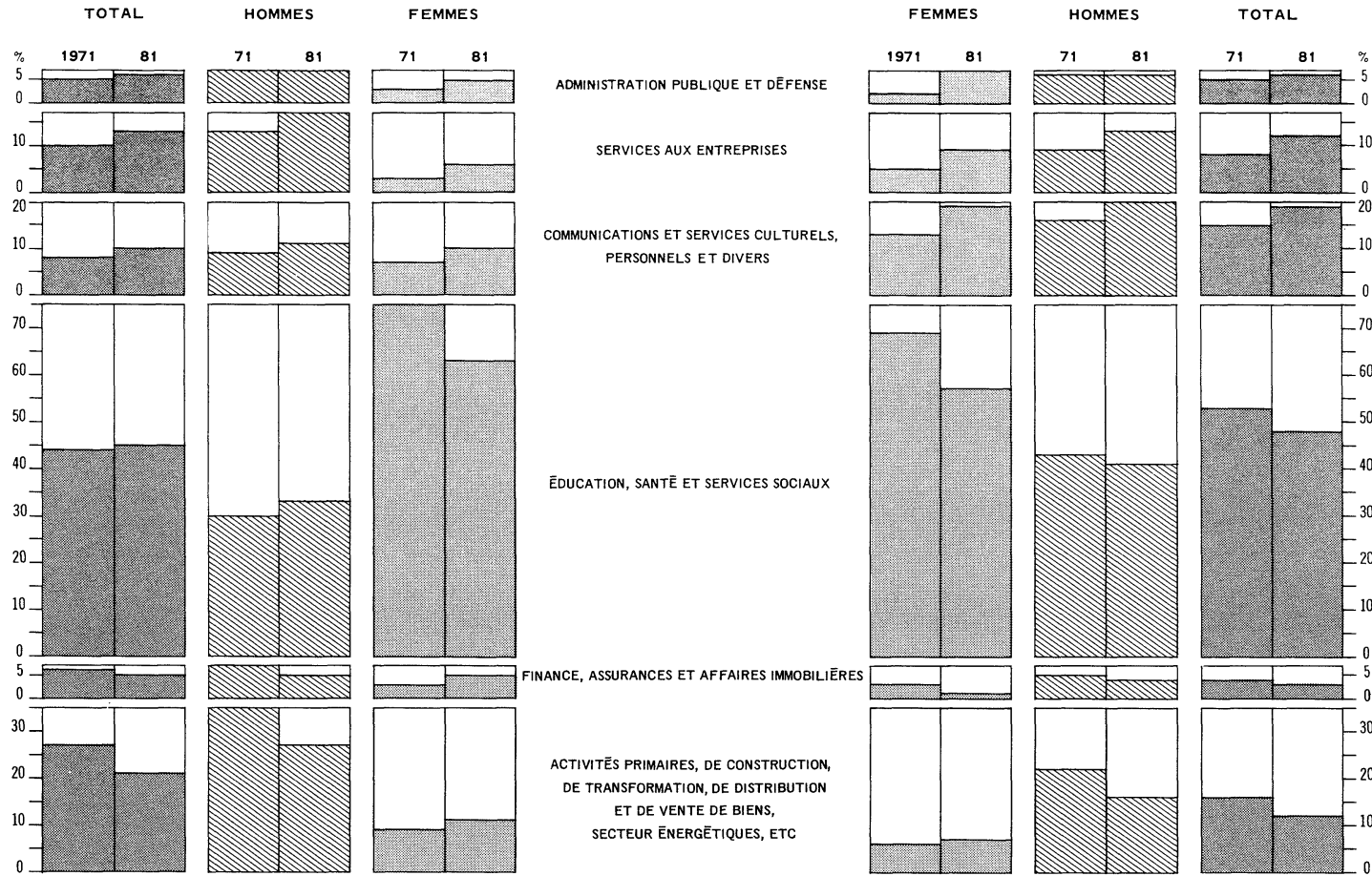


 Trois quartiers centraux
 1. Place Ville - Marie
 2. Complexe Desjardins
 3. Université du Québec à Montréal
 4. Radio - Canada

RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT DE MONTRÉAL

TROIS QUARTIERS CENTRAUX EN TRANSITION

Figure 2 (suite)



DIVISION DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉ CHEZ LES PROFESSIONNELS DE TROIS QUARTIERS CENTRAUX MONTRÉLAIS EN TRANSITION

Nous examinerons ici un cas concret de différenciation professionnelle selon le secteur d'activité économique, le sexe et le revenu moyen d'emploi. L'étude couvre la période 1971-1981 et porte sur la région métropolitaine de recensement de Montréal ainsi que sur trois quartiers (les zones A, B et C) compris dans les limites du Plateau-Mont-Royal étendu (figure 2). Ces quartiers, traditionnellement occupés par une population ouvrière ou de classe moyenne inférieure (Lussier, 1984 ; Mathews, 1986), ont été soumis, depuis le milieu des années 1970, à une gentrification tranquille qui leur a conservé une certaine diversité sur le plan socioéconomique. Dans le cas de la zone A, qui couvre la partie ouest de Saint-Louis et du Mile End, il faut aussi parler de diversité ethnique⁶.

En général, la RMR de Montréal a vu, comme on pouvait s'y attendre, s'accroître la polarisation entre, d'une part, les cadres de direction et les professionnels et, d'autre part, les petits cols blancs, les vendeurs, le personnel de service et les travailleurs d'usine (pour plus de détails, cf. Villeneuve et Rose, 1985). Dans les trois quartiers retenus, la proportion des résidents qui déclarent exercer une occupation de type professionnel a augmenté plus vite que dans l'ensemble de la RMR. Déjà en 1971, la zone C (qui est la plus proche du centre-ville) comptait une proportion de professionnels des deux sexes plus élevée que la RMR ; en 1981, la zone B est dans le même cas et la zone A serre de près la RMR. De même, en 1981, les trois zones distancent la RMR pour le poids relatif des professionnelles dans la population active féminine.

En 1971, dans les trois quartiers étudiés, la proportion des professionnels détenant un emploi dans l'éducation, la santé et les services sociaux est plus élevée que dans la RMR (figure 2). L'écart est encore plus prononcé pour les secteurs de la culture et des communications⁷ et n'a fait que se creuser au cours de la période, pour les deux sexes : en 1981, ce secteur emploie un professionnel sur cinq dans les trois zones retenues, contre un professionnel sur dix à l'échelle de la RMR.

Par contre, en 1971 et plus encore en 1981, la RMR l'emporte sur les trois quartiers étudiés pour ce qui est de la proportion de résidents employés à titre de professionnels dans la finance, les assurances et l'immobilier. Quant au secteur des services aux entreprises, il réalise des gains dans les quartiers mais y demeure moins présent que dans la RMR. Enfin l'administration publique, qui occupe la meilleure position dans la RMR au début de la période, voit augmenter ses effectifs parmi les résidents des zones au point de faire meilleure figure en 1981 dans les quartiers étudiés que dans la RMR.

On trouve donc dans ces quartiers, en 1981, une population de professionnels dont l'existence et les conditions de vie sont liées au secteur public et à ceux de la culture et des communications (souvent tributaire des fonds publics). Nous avons noté plus haut la précarité accrue qui, depuis quelques années, caractérise un bon nombre de postes professionnels du secteur public. De plus, d'autres chercheurs ont noté que les professions liées aux arts et aux lettres, souvent marginales, sont particulièrement présentes dans ces quartiers (Dansereau et Beaudry, 1986). Notons, finalement, que cette précarité risque d'être renforcée dans nos quartiers par la surreprésentation des femmes parmi les professionnels.

La relation entre la localisation des zones d'emploi et de résidence donne à penser qu'il existe un rapport symbiotique entre la croissance de l'emploi public et parapublic,

notamment en ce qui concerne les femmes, et la gentrification des quartiers étudiés. De façon générale, le secteur de l'administration publique s'est surtout développé dans la partie est du centre-ville, tandis que le centre-ville « privé » reste plutôt confiné à l'ouest. Si l'on tient compte des déplacements des employés professionnels (les données disponibles ne sont cependant pas ventilées par secteur d'activité), on constate que 12,8% des femmes (mais seulement 6% des hommes) qui travaillent dans la partie est du centre-ville habitent le Plateau-Mont-Royal étendu. Aucun des autres quartiers n'a autant d'importance comme bassin de main-d'œuvre professionnelle féminine pour le centre-ville (ouest ou est). Signalons que l'est du centre-ville comprend, outre l'administration publique (concentrée notamment au Complexe Desjardins), l'Université du Québec, la Maison de Radio-Canada (figure 2) et quelques grands hôpitaux.

La concentration des résidentes du Plateau parmi les professionnelles qui travaillent dans l'est du centre-ville est l'une des manifestations d'une tendance plus globale que nous avons observée ailleurs : les femmes qui travaillent au centre-ville sont beaucoup plus susceptibles que leurs confrères d'habiter dans un quartier central (Rose, 1986). Nous croyons que le Plateau exerce un attrait particulier pour les professionnelles des secteurs public et culturel en raison de sa proximité du centre-ville, de sa situation eu égard aux réseaux sociaux et d'information qui facilitent l'obtention de contrats par exemple, de son parc de logements à prix abordable et des services qu'on y retrouve.

Les données disponibles ne permettent pas d'établir le rapport entre revenu d'emploi et secteur économique. Toutefois, il semble assez évident (tableau 1) qu'une forte proportion des professionnels des trois quartiers retenus pour l'étude pourraient être qualifiés de « marginaux » sur le plan des revenus. En termes relatifs, cette constatation s'applique aux hommes et aux femmes si on compare leurs revenus moyens à ceux des professionnels de l'ensemble de la RMR. Toutefois, en termes absolus, la marginalité des femmes est plus frappante étant donné leur poids relatif dans ces quartiers.

Tableau 1

**Professionnels, revenus d'emploi en 1981 dans trois quartiers montréalais
en voie de gentrification**

<i>Zone</i>	<i>Total</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
A Saint-Louis/Mile End (partie ouest)	\$ 14 467	\$ 16 957	\$ 11 664
B Plateau-Mont-Royal (partie centrale)	\$ 15 609	\$ 17 089	\$ 13 954
C Milton-Parc (est)/Carré Saint-Louis	\$ 20 296	\$ 23 260	\$ 15 001
RMR Région métropolitaine de Montréal	\$ 22 297	\$ 26 961	\$ 16 960

Source : Statistique Canada, recensement de 1981, compilations spéciales.

On voit donc que si l'on s'intéresse aux effets de la restructuration économique d'une ville sur les transformations des quartiers, il est essentiel d'examiner l'articulation de la division sexuelle de la force de travail professionnelle d'une ville et de sa structure sectorielle. La division sexuelle, en effet, influence le revenu et la sécurité d'emploi des couches parmi lesquelles se recrutent les gentrificateurs. Mais pour aborder comment cette articulation agit sur la gentrification, il faudrait

décomposer la population professionnelle de ces quartiers selon les types de ménages. Cette variable médiatise l'effet de l'insertion professionnelle sur les pratiques spatiales de consommation (par le nombre de personnes occupées et de dépendants), sur le genre de vie et sur les pratiques de reproduction.

GENTRIFICATION, STRUCTURE DES MÉNAGES ET RELATIONS DE REPRODUCTION

Si nous examinons maintenant les professionnels des quartiers étudiés au point de vue de la composition des ménages (mais encore une fois sans égard au secteur économique, faute de données), on constate qu'en 1981 (tableau 2) trois catégories de ménages y sont plus fortement représentées que dans la RMR : les personnes qui vivent seules, celles qui habitent avec d'autres adultes sans avoir de lien de parenté avec eux, et les familles à parent unique. Selon nos calculs (qui ne sont pas présentés dans le tableau 2), les professionnels des deux sexes sont plus susceptibles d'habiter seuls que les autres travailleurs ; bien que cette situation existe aussi à l'échelle de la RMR, elle est particulièrement marquée chez les hommes des trois quartiers retenus. La proportion assez importante d'homosexuels dans Saint-Louis et Mile End pourrait expliquer en partie cette situation (Séguin, 1984). Les professionnelles, quant à elles, sont surreprésentées parmi les personnes vivant en cohabitation sans avoir de lien de parenté⁸.

Les couples mariés ou vivant en union libre (le recensement canadien ne distingue pas entre ces catégories) sont nettement sous-représentés parmi les professionnels de ces quartiers. Dans la plupart des cas, les deux conjoints sont « actifs » (au sens du marché du travail) ; il est toutefois intéressant de noter que la proportion des conjointes qui sont seules à l'être est plus élevée (14%) que dans l'ensemble de la RMR. Par ailleurs, nous avons observé (Rose et Villeneuve, 1987) que les familles avec enfants sont en faible proportion parmi les ménages ayant un professionnel pour « personne repère ». Cependant, depuis le recensement de 1981, le « baby boom » des femmes de carrière dans la trentaine commence à se manifester, au moins dans Mile End, où les grands appartements sont plus nombreux et « l'ambiance de quartier » apparemment plus stable (*Ibid.*).

Ce bref examen de la composition des ménages, ainsi que l'évocation des forces qui rendent précaire la vie « autonome » des femmes, met en relief l'importance des rapports de sexe en tant qu'élément structurant des modes d'habiter de ces quartiers. Dans cette optique, en tenant compte des spécificités du parc de logements montréalais et de ses modes d'occupation, on pourrait proposer quelques hypothèses quant aux divers modes d'insertion résidentielle des gentrificateurs.

Quelques études exploratoires indiquent que la formule de la copropriété indivise est attrayante pour les professionnelles dont la situation financière est plutôt confortable (Choko et Dansereau, 1986 ; Mondor, 1984), tandis que celles dont la condition est plus précaire ou « marginale » (Rose, 1984 ; Rose et Le Bourdais, 1986) opéreraient plus souvent pour la formule de la coopérative d'habitation dans un quartier central. Dans les deux cas, l'accès aux réseaux sociaux et aux équipements collectifs semble avoir autant d'importance comme facteur de localisation que les caractéristiques reliées au seul logement. Du côté des hommes, les professionnels mieux établis sont susceptibles de se tourner vers les appartements locatifs « de luxe » (dont la vague de rénovations spéculatives fait augmenter le nombre). Quant aux familles à double

Tableau 2

Professionnels selon le sexe et le type de ménages dans lequel ils vivent, trois quartiers montréalais en voie de gentrification, 1981

Zone	Hommes	Total	Ménages non familiaux ^a			Ménages familiaux Couple (H-F)			Autres ^c
			1 personne	> 1 personne	Parent unique ^a	Total	Conjointe active	inactive ^b	
A	Saint-Louis/Mile End (partie ouest)	785	295	80	30	310	71,0%	29,0%	70
B	Plateau Mont-Royal (partie centrale)	970	325	80	15	430	74,4%	25,6%	120
C	Milton-Parc (est)/Carré Saint-Louis	1 180	670	95	20	355	70,4%	29,6%	40
	Sous-total des trois zones	2 935	1 290	255	65	1 095	72,1%	27,9%	230
		100,0%	44,0%	8,7%	2,2%	37,3%	26,9%	10,4%	7,8%
RMR	Région métropolitaine de Montréal	102 070	13 320	2 755	1 465	73 105	60,9%	39,1%	11 425
		100,0%	13,0%	2,7%	1,4%	71,6%	43,6%	28,0%	11,2%

Zone	Femmes	Total	Ménages non familiaux ^a			Ménages familiaux Couple (H-F)			Autres ^c
			1 personne	> 1 personne	Parent unique ^a	Total	Conjoint actif	inactif ^b	
A	Saint-Louis/Mile End (partie ouest)	690	170	80	40	280	83,9%	16,1%	120
B	Plateau Mont-Royal (partie centrale)	835	275	90	65	300	93,3%	6,7%	105
C	Milton-Parc (est)/Carré Saint-Louis	670	315	70	55	220	77,3%	22,7%	10
	Sous-total des trois zones	2 195	760	240	160	800	85,6%	14,4%	235
		100,0%	34,6%	10,9%	7,3%	36,4%	31,2%	5,2%	10,7%
RMR	Région métropolitaine de Montréal	68 100	12 645	2 530	4 730	38 625	94,5%	5,5%	9 570
		100,0%	18,6%	3,7%	6,9%	56,7%	53,6%	3,1%	14,1%

Source : Calculs effectués à partir de Statistique Canada, recensement de 1981, compilations spéciales.

^a Seules les personnes repères sont comprises dans les données correspondant à cet en-tête.

^b Cette catégorie a été calculée en soustrayant ceux ou celles dont l'époux(se) est actif(ve) du total des personnes mariées.

^c Cette classe résiduelle comprend les personnes qui ne sont ni mariées ni « personnes repères » au sens du recensement. Un bon nombre de femmes vivant avec d'autres personnes sans lien de parenté et des parents uniques risquent d'être « cachés » à l'intérieur de cette catégorie.

revenu, elles pourraient, dans certains cas, opter pour la conversion d'un duplex en unifamiliale, ou renoncer à s'installer dans certains quartiers n'y trouvant pas un stock suffisant de maisons unifamiliales.

Le lien entre restructuration et consommation n'est, cependant, ni direct ni unidirectionnel. La composition et le fractionnement accru de la « nouvelle classe moyenne » sont influencés par des changements dans les modes de vie des hommes et des femmes qui ne sont pas réductibles à l'économique. Pour les saisir dans toutes leurs dimensions, et spécifiquement dans leurs effets sur les quartiers centraux, il faut, encore une fois, recourir à la notion de production ou de reproduction de la force de travail en tant que processus qui structure l'espace résidentiel et communautaire. Bien sûr, cette notion est loin d'être étrangère à l'analyse urbaine d'inspiration marxiste, mais les géographes féministes veulent qu'on l'enrichisse. À l'encontre des nombreux auteurs qui se sont contentés de glisser sur les rapports entre consommation et reproduction, les féministes tiennent compte explicitement du « travail reproductif », qui est souvent accompli dans la sphère domestique et reste donc invisible, sans lequel les biens achetés ne peuvent être consommés; il faut également prendre en considération le soin des enfants (Andrew et Moore-Milroy, 1987; McDowell, 1986). Mais, à notre avis, il ne serait pas inutile d'élargir encore davantage ce concept, pour y englober le travail rémunéré des personnes employées dans le domaine des équipements et services collectifs et privés, dans la mesure où ce genre de travail permet à certains types de ménages de remplacer une partie de leur travail domestique et ménager par l'achat ou l'appropriation de services et de biens « prêts à consommer ». Ces précisions apportées à la notion de reproduction permettraient de définir des cadres de référence adaptés à l'étude des modes de vie des ménages dits non traditionnels: familles monoparentales, ménages formés de personnes sans lien de parenté, femmes seules, hommes seuls, couples à double revenu, etc.

Nous croyons que c'est en approfondissant les liens entre reproduction et consommation que l'on trouvera certains des éléments qui manquent jusqu'à maintenant dans notre conceptualisation des liens entre restructuration économique, évolution démographique, formation des ménages, conditions de la demande par rapport à l'offre de logements « gentrifiables » et diversité des modes d'habiter des gentrificateurs. En particulier, les choix résidentiels de certains types de ménages dits non traditionnels en faveur des quartiers centraux s'expliqueraient en partie par les facteurs suivants: ces milieux permettent la diversification des façons d'accomplir les tâches liées à la reproduction, ils offrent une concentration de services et l'ambiance y est « tolérante » (Mills, 1986; Rose et Le Bourdais, 1986; Watson et Austerberry, 1986).

Évidemment, il faudrait nuancer ce genre d'argumentation en tenant compte, par exemple, du fait que les quartiers centraux ne pourront pas nécessairement continuer indéfiniment à accueillir une telle diversité et à faciliter des pratiques de consommation « alternatives ». Cela dépendra en partie de l'avenir économique des villes centrales qui conditionnera le rythme de production des fractions gentrificatrices et l'évolution du marché de logement.

De façon préliminaire et indicative, nous proposons ici un schéma conceptuel représentant, dans leur ensemble, les liens complexes esquissés plus haut (figure 3). Nous espérons ainsi alimenter un débat et susciter des recherches empiriques qui pourraient faire mieux comprendre, par exemple, l'impact du fractionnement des structures professionnelles sur le fractionnement des pratiques de consommation de l'habitat. Selon notre schéma, par exemple, l'évolution des modes de reproduction médiatise les pratiques de consommation (ex. utilisation des garderies sans but lucratif

et participation à leur gestion) ; elle agit aussi sur la division sexuelle du travail et même sur l'évolution des rapports entre les sexes dans la sphère de l'emploi. Ainsi, les luttes pour l'égalité des salaires sont stimulées par le fait qu'un nombre croissant de femmes se retrouvent chefs de ménage.

CONCLUSION

Dans cet article nous avons voulu montrer que, loin d'être secondaire sur le plan analytique, l'évolution de l'insertion professionnelle des femmes, dont les modalités sont médiatisées par d'autres éléments des rapports de sexe, est une composante intégrante de la gentrification. À cet égard ce texte est également une critique amicale de certaines tendances intéressantes qui prennent forme dans la recherche urbaine. Nous avons eu l'occasion de faire ressortir les particularités de la restructuration de la force de travail et de la gentrification à Montréal, et de laisser entrevoir la diversité contenue dans la notion de ville « des grandes entreprises » et surtout dans la notion de « nouvelle classe moyenne », qui couvre des modes différents d'insertion dans les rapports de classe et d'insertion résidentielle. Il nous semble important d'explorer les liens entre classe, statut professionnel eu égard à la restructuration économique, sexe et pratiques de consommation, pour mieux comprendre la gentrification. On fait face ici, il faut le dire, à une tâche ardue : celle d'intégrer des approches qui pourraient être complémentaires. Par exemple, on trouve dans les travaux de certains sociologues français des analyses plus nuancées des « nouvelles couches moyennes » (Bidou *et al*, 1983), ainsi que des analyses de l'utilisation des espaces anciens « revalorisés » (cf. Collectif, 1979), qui accordent beaucoup de place à la culture et au symbolisme, à l'image des quartiers. Cependant, ces auteurs n'ont pas pris en considération le rôle des rapports de sexe dans l'évolution des structures urbaines.

Notre analyse indique que les rapports de sexe peuvent influencer la façon dont les gentrificateurs potentiels forment des ménages, leurs pratiques d'appropriation de l'espace et la modification du parc domiciliaire et des infrastructures des quartiers. L'analyse de la gentrification, des gentrificateurs et des populations touchées par la gentrification ne peut qu'être très partielle si elle passe sous silence la composante sexe. Dans une ville comme Montréal, on découvre des bipolarités importantes dans la structure professionnelle de la ville centrale. Mais lorsque cette structure est mise en rapport avec la composition des ménages, il se peut que certains éléments de cette polarisation perdent de l'importance et que d'autres lignes de clivage, basées sur les rapports de sexe plutôt que sur les relations de classe, prennent du relief. Ainsi, certains nouveaux modes d'habiter pourraient comporter une plus grande compatibilité que d'autres avec les besoins des populations défavorisées d'un quartier et nous ne voulons pas élever de barrières théoriques qui compromettraient la réalisation de recherches empiriques sur ce sujet (par exemple sur l'utilisation et la gestion des équipements collectifs dans les quartiers en transformation). Nous croyons, à l'instar des « marxistes », que la restructuration économique est le grand moteur de la gentrification. Mais celle-ci ne se déroule pas sur une planète « unisexe » et, selon nous, il faut nuancer en conséquence notre façon d'aborder le phénomène de la transformation des quartiers centraux en tenant compte du fractionnement et même de la divergence des pratiques sociales au sein des nouvelles couches.

REMERCIEMENTS

Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour l'aide financière qu'il a accordée au projet dont cet article est issu de même que celles et ceux qui ont commenté des versions antérieures de l'article, en particulier Francine Dansereau de l'INRS-Urbanisation, et deux évaluateurs anonymes. Nous remercions également Johanne Archambault pour l'aide apportée à la révision du manuscrit, ainsi que Julie Archambault pour la cartographie.

NOTES

¹ Ce terme fut créé en Grande-Bretagne durant les années 1960. L'Office de la langue française propose de le traduire par « élitisation ». Nous préférons toutefois utiliser le terme « gentrification » car il exprime mieux, à notre avis, ce processus de reprise des quartiers centraux.

² Le débat sur les nuances à apporter à ce concept pour le dégager de toute connotation fonctionnaliste se poursuit (cf. Pinçon-Charlot *et al*, 1986, p. 131-143; Watson et Austerberry, 1986, p.83-87).

³ Nous avons tenté, à partir du *Dictionnaire canadien des professions* (codage à 4 chiffres), d'opérationnaliser une catégorisation professionnelle en sept groupes, fondée sur les rapports de pouvoir plutôt que sur les notions de prestige et de statut (cf. Hunter et Manley, 1986). Ainsi, nous classons les infirmières comme techniciennes et non pas comme professionnelles. Pour plus de détails, voir Villeneuve et Rose, 1986.

⁴ Sauf indication contraire, tous les chiffres cités proviennent des compilations spéciales réalisées par Statistique Canada à partir des recensements de 1971 et de 1981 et obtenues dans le cadre d'une subvention de recherche du CRSHC (n° 410-84-0528).

⁵ Notre regroupement des activités économiques est construit à partir de la subdivision de l'économie formelle en secteurs de production et de distribution des biens, d'échange, de consommation et de régulation (subdivision d'origine marxiste). Nous obtenons une catégorisation en huit classes, regroupées en six pour les fins de la présente étude (voir la légende de la figure 1). Pour plus de détails, voir Villeneuve et Rose, 1986.

⁶ Les quartiers étudiés sont loin d'être les seuls (ou les premiers) à subir le processus de gentrification. Mais au cours de la période étudiée, ils ont fait l'objet d'une transformation plus marquée que les autres. En outre, ils sont particulièrement représentatifs du parc domiciliaire montréalais et la proportion de personnes pourvues d'un diplôme universitaire y a augmenté de façon considérable (Ley, 1985, p. 73).

⁷ Ce groupe englobe aussi les services personnels mais ne comprend qu'une petite proportion de travailleurs professionnels.

⁸ Nous croyons que les données officielles sous-estiment l'ampleur du phénomène de la cohabitation de personnes sans lien de parenté. D'ailleurs, les chiffres sur la composition des ménages ne sont disponibles que selon la profession de la « personne repère ». (Pour les fins du codage du fichier « ménage », Statistique Canada ne reconnaît pas le fait qu'un ménage puisse compter plus d'un pourvoyeur.) Voir les notes du tableau 2.

SOURCES CITÉES

- ALONSO, William (1982) *The Population Factor in Urban Structure*, in Bourne, Larry S. éd., *Internal Structure of the City*. New York, Oxford University Press, 2^e édition, p. 540-551.
- ANDREW, Caroline et MOORE-MILROY, Beth (1987) Introduction, in Andrew, C. et Moore-Milroy, B., éd., *Gender Relations and Canadian Urban Structure*. Vancouver, University of British Columbia Press (à paraître).
- ARMSTRONG, Pat (1984) *Labour Pains: Women's Work in Crisis*. Toronto, The Women's Press, 273 p.
- BEAUREGARD, Robert (1986) *The Chaos and Complexity of Gentrification*, in Smith, N. et Williams, P. éd., *Gentrification of the City*. Boston, Allen and Unwin, p. 35-55.
- BIDOU, Catherine, DAGNAUD, Monique, DIRUEZ, Bruno, ION, Jacques, MEHL, Dominique, PINÇON-CHARLOT, Monique et TRICART, Jean-Paul (1983) *Les couches moyennes salariées: mosaïque sociologique*. Paris, ministère de l'Urbanisme et du Logement, 330 p.
- BLACK, Don et MYLES, John (1986) *Dependent Industrialization and the Canadian Class Structure. A Comparative Analysis of Canada, the United States and Sweden*. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 23 (2) : 157-181.

- CHOKO, Marc et DANSEREAU, Francine (1986) *Restauration résidentielle et copropriété au centre-ville de Montréal*. Montréal, INRS-Urbanisation, 128 p.
- COHEN, R.B. (1981) The New International Division of Labor, Multinational Corporations and Urban Hierarchy, in Dear, M. et Scott, A. J. éd., *Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society*. Londres/New York, Methuen, p. 287-315.
- COLLECTIF (1979) Revalorisation des espaces anciens. *Espaces et sociétés*, nos 30-31, juillet-décembre.
- COSSETTE, Alfred (1982) *La tertiarisation de l'économie québécoise*. Chicoutimi, Éd. Gaétan Morin, 277 p.
- DANSEREAU, Francine et BEAUDRY, Michel (1986) Les mutations de l'espace habité montréalais: 1971-1981. *La morphologie sociale en mutation au Québec*. Montréal, Cahiers de l'ACFAS, n° 41, p. 283-308.
- FAINSTEIN, Norman I. et FAINSTEIN, Susan S. (1982) Restructuring the American City: a Comparative Perspective, in Fainstein, N. I. et Fainstein, S. éd., *Urban Policy under Capitalism*. Beverly Hills, Sage, Urban Affairs Annual Reviews, Vol. 22, p. 161-189.
- GOLDBERG, Michael et MERCER, John (1986) *The Myth of the North American City: Continentalism Challenged*. Vancouver, University of British Columbia Press, 308 p.
- GREATER LONDON COUNCIL (1986) *The London Labour Plan*. Londres, GLC, 552 p.
- HOLCOMB, Briavel (1984) Women in the Rebuilt Urban Environment: the United States Experience. *Built Environment*, 10 (1): 18-24.
- HOWELL, Leigh (1987) The Affordable Housing Crisis in Toronto. *City Magazine*, 9 (1): 25-29.
- HUNTER, Alfred et MANLEY, Michael C. (1986) On the Task Content of Work. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 23 (1): 47-71.
- LAMONDE, Pierre et POLÈSE, Mario (1984) L'évolution de la structure économique de Montréal, 1971-1981: désindustrialisation ou reconversion? *L'Actualité économique. Revue d'analyse économique*, 60 (4): 471-494.
- LARSEN, Vivi et TOPSOE-JENSEN, Hanne (1984) *Urban Planning and the Everyday Life of Women*. Horsholm, Danish Building Research Unit, Urban and Regional Planning Division, 55 p.
- LASKA, S. B. et SPAIN, D., éd. (1980) *Back to the City: Issues in Neighborhood Renovation*. New York, Pergamon, 352 p.
- LEY, David (1981) Inner-city Revitalization in Canada: a Vancouver Case Study, *Le Géographe canadien*, XXV (2): 124-148.
- (1985) *Gentrification in Canadian Cities: Patterns, Analysis, Impacts and Policy*. University of British Columbia, Department of Geography, Rapport de recherche soumis à la SCHL, 210 p.
- LIPIETZ, Alain (1986) New Tendencies in the International Division of Labor: Regimes of Accumulation and Modes of Regulation, in Scott, A. J. et Storper, M. éd., *Production, Work, Territory: The Geographical Anatomy of Industrial Capitalism*. Boston, Allen et Unwin, p. 16-40.
- LUSSIER, Robert (1984) *Le Plateau Mont-Royal au 19^e siècle*. Montréal, Comité Logement Saint-Louis, 23 p.
- MACKENZIE, Suzanne (1987) Women's Responses to Economic Restructuring: Changing Gender, Changing Space, in Hamilton, R. et Barrett, M. éd., *The Politics of Diversity: Feminism, Marxism and Canadian Society*. Londres, Ed. Verso, p. 81-100.
- MACKENZIE, Suzanne et ROSE, Damaris (1983) Industrial Change, the Domestic Economy and Home Life, in Anderson, J., Duncan, S. et Hudson, R. éd., *Redundant Spaces? Studies in Industrial Decline and Social Change*. Londres, Academic Press, Institute of British Geographers, Special Publication n° 15, p. 155-199.
- MARKUSEN, Ann (1981) City Spatial Structure, Women's Household Work and National Urban Policy, in Stimpson, C. R., Dixler, E., Nelson, M. J., et Ytrakis, K. B., éd., *Women and the American City*. Chicago, University of Chicago Press, p. 20-41.
- MARONEY, Heather (1983) Feminism at Work. *New Left Review* 141: 51-71.
- MASSEY, Doreen (1984) *Spatial Divisions of Labour*. Londres, Macmillan, 339 p.
- MATHEWS, Georges (1986) *L'évolution de l'occupation du parc plus ancien de Montréal de 1951 à 1979*. Montréal, INRS-Urbanisation, Études et documents n° 46, 232 p.
- McDOWELL, Linda (1986) *Beyond Patriarchy: a Class-based Explanation of Women's Subordination*. *Antipode*, 18(3): 311-321.
- MILLS, Caroline (1986) Changes in Family and Household Type: their Impact on Inner-city Landscapes. Texte d'une communication présentée à la réunion annuelle de l'Association canadienne des géographes, Calgary (juin), 19 p.
- MONDOR, Françoise (1984) La mobilité des femmes monoparentales en rapport au phénomène de « gentrification » ou de « retour en ville ». Université de Montréal, Institut d'Urbanisme, 20 p.

- MORGAN, Nicole (1985) Nowhere to Go. *Options politiques*, (juin) : 14-16.
- PINÇON-CHARLOT, Monique, PRETECEILLE, Edmond et RENDU, Paul (1986) *Ségrégation urbaine : classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*. Paris, Éd. Anthropos, 245 p.
- PRED, Allen (1978) *City-Systems in Advanced Economies*. Londres, Hutchinson, 256p.
- ROCHER, François (1984) *La crise de l'état-providence : éléments d'un débat théorique*. Université de Montréal, Département de science politique, Notes de recherche n° 14, 74 p.
- ROSE, Damaris (1984) Rethinking Gentrification : beyond the Uneven Development of Marxist Urban Theory. *Environment and Planning D: Society and Space*, 2 (1) : 47-74.
- _____ (1987) Transformations de la structure de l'emploi féminin dans la région métropolitaine de Montréal, in Mondor, F., Rose D. et Roy, D. *Les effets de l'évolution des rôles sociaux féminins sur le logement et l'habitat montréalais*. Montréal, INRS-Urbanisation (à paraître).
- ROSE, Damaris et LE BOURDAIS, Céline (1986) The Changing Conditions of Female Single Parenthood in Montréal's Inner-City and Suburban Neighborhoods. *Urban Resources*, 3 (2) : 45-52.
- ROSE, Damaris et VILLENEUVE, Paul (1985) Women and the Changing Spatial Division of Labour in Montréal. Texte d'une communication présentée à la réunion annuelle de l'Association of American Geographers, Detroit (avril), 40 p.
- _____ (1987) Women Workers and the Inner City : some Implications of Labour Force Restructuring in Montréal, 1971-1981, in Andrew, C. et Moore-Milroy, B. éd., *Gender Relations and Canadian Urban Structure*. Vancouver, University of British Columbia Press (à paraître).
- SASSEN-KOOB, Saskia (1984) The New Labor Demand in Global Cities, in Smith, M. P., éd., *Cities in Transformation : Class, Capital and the State*. Beverly Hills, Sage, Urban Affairs Annual Reviews, Vol. 26, p. 139-171.
- SAYER, Andrew (1984) *Method in Social Science : a Realist Approach*. Londres, Hutchinson, 271 p.
- SÉGUIN, Jean-Marc (1984) *St-Louis du Parc en 1981 : étude des caractéristiques du quartier à partir des données de Statistique Canada*. Montréal, CLSC St-Louis du Parc, 59 p.
- SEMPLE, Keith et GREEN, Milford (1983) Interurban Corporate Headquarters Relocation in Canada. *Cahiers de géographie du Québec*, 27 (72) : 389-406.
- SIMMIE, James S. (1983) Beyond the Industrial City? *Journal of the American Planning Association*, 49 (1) : 59-76.
- SMITH, Neil (1982) Gentrification and Uneven Development. *Economic Geography*, 58 (2) : 139-155.
- VILLENEUVE, Paul et ROSE, Damaris (1985) Technological Change and the Spatial Division of Labour by Gender in the Montréal Metropolitan Area. Texte d'une communication présentée à une réunion de la Commission on Industrial Change de l'International Geographical Union, Nijmegen, Pays-Bas, 19-24 août, 26 p.
- _____ (1986) De la place des femmes dans la division spatiale du travail : le cas de Québec entre 1971 et 1981, in De Koninck, R. et Landry, L. éd., *Les genres de vie urbains : essais exploratoires*. Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, n° 26, p. 71-92.
- WALBY, Sylvia (1985) Spatial and Historical Variations in Women's Employment and Unemployment, in Murgatroyd L. et al, *Localities, Class and Gender*. Londres, Pion, p. 161-176.
- WATSON, Sophie et AUSTERBERRY, Helen (1986) *Housing and Homelessness : a Feminist Perspective*. Londres, Routledge et Kegan Paul, 186 p.
- WEKERLE, Gerda (1984) A Woman's Place is in the City. *Antipode* 6 (3) : 11-20.
- WILLIAMS, Peter et SMITH, Neil (1986) From « Renaissance » to Restructuring : the Dynamics of Contemporary Urban Development, in Smith, N. et Williams, P. éd., *Gentrification of the City*. Boston, Allen et Unwin, p. 204-224.
- WOMEN AND GEOGRAPHY STUDY GROUP OF THE INSTITUTE OF BRITISH GEOGRAPHERS (1984) *Geography and Gender*. Londres, Hutchinson, 160 p.

(Acceptation définitive en mars 1987)

CARTOGRAPHIE

Conception : Louise MARCOTTE

Réalisation : Julie ARCHAMBAULT (INRS-Urbanisation)

Andrée G.-LAVOIE

Photographie : Serge DUCHESNEAU